



Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Baillargues - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Baillargues pour la requalification de son cœur de ville - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

La commune de Baillargues souhaite engager la requalification de son cœur de ville en procédant au réaménagement du site actuel de l'EHPAD « Les Pins Bessons » et de la place Sigala. Elle a ainsi pour objectif d'amplifier l'attractivité de son centre-ville et de déployer une offre supplémentaire de services et de commerces à destination de ses administrés. Elle offrira également un espace public plus étendu et une nouvelle possibilité de déplacement entre les quartiers Est et le centre ancien. Plus précisément, le projet consistera en une démolition de l'EHPAD existant puis en la création d'un ensemble immobilier proposant une offre variée de commerces, services et de logements. Il sera également prévu du stationnement ainsi que la réalisation d'équipements publics.

Pour ce faire, la commune de Baillargues envisage de conclure une concession d'aménagement avec un opérateur privé qui sera chargé d'aménager le secteur et de réaliser les équipements publics, en application des dispositions du Code de l'urbanisme et du Code de la commande publique.

Ce projet va être accompagné par la réalisation d'équipements publics relevant, eux, de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole (compétence en matière de création, aménagement et entretien de la voirie ainsi que des parcs et aires de stationnement, d'assainissement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales urbaines).

La cohérence de l'opération impose cependant que ces éléments de programme soient traités de la manière la plus coordonnée possible.

En application de l'article L. 2422-12 du Code de la commande publique, *« lorsque la réalisation, ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrages, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme »*.

En conséquence, il est proposé une convention régissant les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage de l'opération, désignant la commune comme maître d'ouvrage unique de l'opération de requalification du cœur de ville. Le projet de convention identifie notamment les travaux à réaliser et précise le contenu de la mission de maîtrise d'ouvrage assurée par la Ville de Baillargues, le contrôle financier, administratif et technique des travaux sur les équipements publics, et les conditions de remise d'ouvrage à la Métropole après travaux.

Le programme global de l'opération prévoit un montant estimatif de travaux de 5 347 000 € HT, et les ouvrages relevant de la compétence métropolitaine représentent un montant estimatif de 497 000 € HT.

Considérant que les travaux d'aménagement des équipements publics, relevant de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole, prennent leur cause, et sont totalement intégrés, dans le projet de requalification du cœur de ville porté par la commune de Baillargues, c'est cette dernière qui assumera la totalité du coût de l'opération.

La convention prendra effet à la date de sa signature, et prendra fin après la réception des ouvrages et la levée des réserves sur les équipements publics réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Baillargues pour la requalification de son cœur de ville ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157096-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.